



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le dossier technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits définis en annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs.

Renseignements relatifs à l'immeuble bâti et à son affectation

☒ Immeuble bâti : 830050012M-O006
☐ Ensemble bâti

Adresse : CAMP DE CANJUEURS

Date de construction :

Propriétaire : MINISTERE DE LA DEFENSE

Affectation principale : log. MDR

Affectation(s) secondaire(s) : --



Renseignements relatifs au dossier technique, à sa détention et à sa mise à jour

N° de dossier : 830707002

Date de constitution : 13 novembre 2007

Assistant pour la réalisation : M.S. GC-BTP – 55, chemin des Genêts - B.P. 70319
83703 SAINT RAPHAËL CEDEX
Représentée par M. ORNAQUE

Personne qui détient le DTA :

Personne chargée de la mise à jour :

L'opérateur de repérage

Thierry ORNAQUE

Le Vérificateur

Antoine ORNAQUE

AMIANTE—AMODT rev1

- SOMMAIRE -

PARTIE 1 - BASES REGLEMENTAIRES, FINALITE ET FONCTIONNEMENT

PARTIE 2 - ETAT DESCRIPTIF A LA DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER

PARTIE 3 - FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

PARTIE 4 - MISE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

PARTIE 5 - ENREGISTREMENTS DES FICHES PROTOCOLE ET DES DOCUMENTS DE MISE A JOUR

PARTIE 6 - INFORMATIONS UTILES

PARTIE 1 - BASES REGLEMENTAIRES, FINALITE ET FONCTIONNEMENT**1.1 Bases réglementaires**

Les articles R 1334-25 et R1334-26 du code de la santé publique imposent aux propriétaires d'immeubles bâtis (hormis maisons individuelles et parties privatives d'immeubles collectifs d'habitation) dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997 de constituer et de tenir à jour un Dossier Technique Amiante. Ce dernier doit comporter :

- la localisation précise des matériaux et produits contenant de l'amiante ainsi que, le cas échéant, leur signalisation,
- l'enregistrement de l'état de conservation de ces matériaux et produits,
- l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement de ces matériaux et produits et des mesures conservatoires mises en œuvre
- les consignes générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment les procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets,
- une fiche récapitulative.

Ce dossier est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits figurant sur le programme de repérage mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique et accessibles sans travaux destructifs.

1.2 Finalité**a) Regrouper des informations à jour**

Le dossier technique amiante rassemble l'ensemble des informations à jour sur la présence d'amiante dans le bâtiment afin qu'elles puissent être rapidement consultées.

Ce dossier s'inscrit dans la durée car il suivra potentiellement le bâtiment durant toute sa vie. Il est donc impératif que ce dossier soit régulièrement mis à jour pour représenter au moment de sa consultation, et même plusieurs années après sa constitution, un état instantané des matériaux amiantés en présence et de leur état de conservation.

Une cartographie précise et détaillée de la totalité des locaux, avec indication des matériaux et produits contenant de l'amiante, sera établie.

Nota : il importe d'attirer l'attention sur le fait que les cartographies de localisation des matériaux et produits amiantés sont établies sur la base d'échantillons représentatifs de zones cohérentes du bâtiment.

De plus, certaines parties du bâtiment restent inaccessibles pour le diagnostiqueur qui ne pourra effectuer les prélèvements.

Le gestionnaire du site doit donc être informé des zones non visitées lors du diagnostic afin d'établir des notes d'information à l'égard du personnel et des entreprises extérieures.

b) Informer les entreprises lors de travaux

Le dossier technique amiante doit être transmis contre récépissé à toute entreprise amenée à réaliser des travaux dans l'immeuble. Le but est ici de permettre à l'entreprise de prendre le risque amiante dans le cadre de l'évaluation des risques liés à l'intervention à réaliser.

Attention toutefois : la réalisation du dossier technique amiante ne constitue pas pour autant un ultime repérage d'amiante. En effet, en cas de travaux de réhabilitation touchant à des volumes qui n'étaient pas accessibles lors du repérage, ou encore en cas de démolition, les investigations devront être complétées en incluant les sondages destructifs permettant un repérage exhaustifs des matériaux amiantés.

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistrera cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.

c) Informer l'acheteur en cas de cession


La **fiche récapitulative** du dossier technique amiante, synthèse extraite du dossier dont le contenu est défini par l'arrêté du 22 août 2002, constitue le constat devant être annexé à l'acte de vente en cas de cession de l'immeuble bâti.

d) Informer les occupants

La **fiche récapitulative** du dossier technique amiante doit être diffusée aux occupants de l'immeuble bâti ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de sa mise à jour.

e) Le présent dossier technique devra également être tenu à disposition

- des chefs d'établissement,
- des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail,
- des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique,
- des inspecteurs du travail,
- des inspecteurs d'hygiène et sécurité,
- des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale des agents du service de prévention de l'OPPBTP.

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers		

AMIANTE AMODT rev2

1.3 Fonctionnement

A la date de sa constitution par M.S. GC-BTP, le présent Dossier Technique Amiante est basé sur une synthèse des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisés conformément à la réglementation. Il contient :

- un état descriptif des repérages effectués et des matériaux repérés et la copie des rapports de repérage ayant permis la constitution de cet état (partie 2)
- la fiche récapitulative à la date de constitution du dossier (partie 3),
- des protocoles de mise à jour (partie 4).

Pour tenir à jour et assurer la diffusion du Dossier Technique Amiante, l'utilisateur devra simplement suivre les instructions décrites par les protocoles fournis correspondant à l'événement qu'il rencontre et placer les enregistrements des mises à jour dans la partie 5 du dossier.

1.4 Responsabilités

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2), les **propriétaires** sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires. Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code de la Santé Publique pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Les **propriétaires** devront communiquer le présent dossier à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'une fiche récapitulative aux occupants de l'immeuble (afin d'éviter toute intervention de leur part sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante en ambiance) ou à leur représentant et aux chefs d'établissements lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de la constitution ou de la mise à jour du présent dossier. Une attestation écrite de cette communication doit être conservée.

Le **chef d'établissement** est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

La mise en place de ce Dossier Technique Amiante ne garantit pas le gestionnaire d'une sécurité juridique en cas d'inhalation accidentelle de fibres d'amiante par des personnes non informées.

Selon le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, le **chef d'établissement** doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussière d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger. Il établit une fiche d'exposition, remplie par le salarié, précisant la nature et la durée des travaux effectués, les procédures de travail ainsi que les équipements de protection utilisés et, s'il est connu, le niveau d'exposition. Cette fiche est transmise au médecin du travail.

Le **chef d'établissement** organise à l'intention des travailleurs susceptibles d'être exposés, en liaison avec le médecin de travail, le CHSCT ou, à défaut, le délégué du personnel, une formation à la prévention et à la sécurité, et notamment à l'emploi des équipements et des vêtements de protection adaptés. Les travailleurs seront également informés des risques potentiels sur la santé, des facteurs aggravants (consommation de tabac), et des précautions à prendre en matière d'hygiène.

1.5 Principales démarches réglementaires en cas de présence de matériaux amiantifères

La réalisation des travaux de confinement et de retrait d'amiante friable ou tous travaux de confinement et de retrait d'amiante non friable présentant des risques particuliers est conditionnée par l'obtention par l'entreprise d'un certificat de qualification délivré par des organismes accrédités à cet effet, justifiant de sa capacité de réaliser de tels travaux (article R4412-115 du Code du Travail.)

Selon l'article R4412-96 du Code du Travail, on entend par :

- matériau friable contenant de l'amiante, tout matériau susceptible d'émettre des fibres sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air.
- matériaux non friables contenant de l'amiante, les matériaux contenant de l'amiante autres que ceux mentionnés au premier alinéa.

1.5.1 En cas de présence de matériaux réputés « friables »

L'entreprise qui réalisera les travaux doit être titulaire d'une qualification Qualibat 1513 ou AFAQ « qualification confinement et retrait ».

Elle doit en outre rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc.

Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les déchets seront traités en CET de classe 1 avec bordereau de suivi.

Vous pouvez vous reporter entre autre au guide technique du CSTB (cahier n° 3223) concernant les flocages à base d'amiante, en matière d'aide à la programmation et aux choix des travaux, à destination des propriétaires et maîtres d'ouvrages.

1.5.2 En cas de présence de matériaux réputés « non friables »

L'entreprise qui réalisera les travaux ou la dépose, à l'exception des travaux de retrait de matériaux non friables en milieu extérieur (art. 1^{er} de l'Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux), doivent posséder une qualification conformément à l'arrêté du 22.02.2007 « définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ».

Elle doit en outre rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc.

De même que pour le cas précédent, les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les déchets seront palettisés et filmés, puis mis en décharge avec bordereau de suivi. En CET de classe 2 pour les déchets type dalle de sol par exemple et CET de classe 3 pour les déchets inertes de type amiante ciment.

Vous pouvez vous reporter à la circulaire n° 97-15 du 09.01.1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et travaux publics, des produits en amiante ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante ciment et des points de vente ainsi que de tous autres stocks.

En cas de travaux de retrait, ces derniers ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° : 830707002 13 novembre 2007
		Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2

PARTIE 2 - ETAT DESCRIPTIF A LA DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER

2.1 Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante réalisés

N° chrono	Organisme mandaté	Référence du rapport	Date du rapport	Portée du repérage ^(*)					Observations, réserves et remarques
				F/C	FP	MCA	DTA	Autre	
DIAG1	M.S. GC-BTP	830707002	25/09/2007				X		--
DIAG2	CEBTP	C217.8.268/98	21/09/1998	X	X				--
DIAG3									--
DIAG4									--
DIAG5									

F/C : Flocages et calorifugeages contenant de l’amiante
FP : Faux-plafonds contenant de l’amiante
MCA : Repérage étendu aux matériaux et produits contenant de l’amiante autres que flocages, calorifugeages et faux-plafonds antérieur à la réglementation relative au dossier technique amiante
DTA : Repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante pour constitution du Dossier Technique Amiante
Autre : Repérage avant travaux ou analyse de matériau ponctuelle

Ce DTA est établi selon les conclusions des rapports repris ci-dessus et notamment relatif au repérage amiante réalisé par M.S. GC-BTP.

2.2 Matériaux et produits contenant de l’amiante repérés

2.2.1 Flocages, calorifugeages et faux-plafonds

Cf. DIAG	Matériau	Localisations, signalisation	Cotations et Obligations	A réaliser avant le
			<input type="checkbox"/> 1, Contrôle périodique <input type="checkbox"/> 2 et niveau d’empoussièrement < 5 f/l <input type="checkbox"/> 2 et niveau d’empoussièrement > 5 f/l <input type="checkbox"/> 3, travaux de confinement ou de retrait	

2.2.2 Autres matériaux et produits accessibles sans travaux destructifs

Cf. DIAG	Matériau ou produit	Localisations, signalisation	Etat de conservation	Mesures d’ordre général préconisées (*)
1	conduit fibres ciment	galerie technique	<input checked="" type="checkbox"/> Bon état de conservation <input type="checkbox"/> Etat dégradé	1, 3

(*) Codes Mesures préconisées	Libellé
1	Appliquer les consignes générales de sécurité en cas de travaux sur ou à proximité des matériaux repérés.
2	Proscrire le nettoyage des sols plastiques amiantés au moyen de brosses abrasives.
3	Contrôle visuel en interne régulier, au moins tous les 3 ans
4	Matériau à recouvrir ou à remplacer



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2

DIAG 1

Rapport de repérage amiante établi par **M.S. GC-BTP**



**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**
- Conforme à la Norme NF X 46-020 -

Objet de la mission

Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante conformément à l'article R 1334-26 du code de la santé publique

Immeuble bâti

830050012M-0006
Bâtiment « log. MDR »
Camp de Canjuers



Donneur d'ordre

Ministère de la Défense – Détachement du Génie
Représentant ayant accompagné l'opérateur de repérage : *Adj. OUDIN.*

Propriétaire

Ministère de la Défense

Organisme ayant réalisé la mission

M.S. GC-BTP – 55, chemin des Genets – 83700 SAINT RAPHAEL
Opérateur de repérage : *Thierry ORNAQUE*

Laboratoire ayant effectué les analyses

Aucune analyse effectuée.

N° de rapport

830707002

Date d'émission

13 novembre 2007

AMIANTE RDT rev2


L'opérateur de repérage

Thierry ORNAQUE

Le Vérificateur

Antoine ORNAQUE

Ce rapport comporte 15 pages, y compris cette page de garde et les annexes.
Toute reproduction doit porter sur l'intégralité du document.

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers		

AMIANTE RDT rev2

SOMMAIRE

1. CONCLUSION	3
2. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	3
2.1. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES.....	3
2.2. LIMITES DU REPERAGE	3
2.3. DATE D'EXECUTION DU REPERAGE.....	3
2.4. PROCEDURE DE PRELEVEMENT	3
2.5. DOCUMENTS FOURNIS PAR LE DONNEUR D'ORDRE	4
3. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	4
3.1. DELIMITATION DU REPERAGE	4
3.2. MATERIAUX ET PRODUITS REPERES.....	4
4. DEMARCHE REGLEMENTAIRE EN PRESENCE DE MATERIAUX AMIANTES.....	5
4.1. EN CAS DE PRESENCE DE MATERIAUX REPUTES « FRIABLES ».....	5
4.2. EN CAS DE PRESENCE DE MATERIAUX REPUTES « NON FRIABLES »	6

ANNEXES

- Annexe 1 - Fiche d'identification et de cotation
- Annexe 2 - Plans et photos
- Annexe 3 - Procès verbaux d'analyse
- Annexe 4 - Etat de conservation des matériaux et produits
- Annexe 5 - Consignes générales de sécurité
- Annexe 6 – Autres documents
- Annexe 7 – Attestation de compétence

1. Conclusion

Mise en garde importante : Conformément à la réglementation, le présent rapport ne concerne que les matériaux et les produits accessibles sans travaux destructifs au jour de la visite. De ce fait, en cas de travaux de réhabilitation, de restructuration ou de démolition dans le bâtiment concerné, les conclusions suivantes ne peuvent être considérées comme suffisantes. Des investigations complémentaires, notamment sur les volumes inaccessibles lors de l'exécution de notre mission, devront impérativement être réalisées pour compléter le repérage avant la réalisation de ces travaux.

Matériaux / produits contenant de l'amiante

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur de repérage.

SUR DECISION DE L'OPERATEUR (et selon les éventuels repérages précédents)		
Matériau / produit	Etat de conservation (BE, DL ou ME)	Voir § 3.2.1 – Réf.
conduit fibres ciment	BE	CO

Légende « Etat de conservation » : BE : Bon Etat, DL : Dégradations Locales, ME : Mauvais Etat.

(*) L'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds est évalué par une cotation de 1 à 3 conformément aux modalités d'évaluation décrites par les arrêtés du 7 février 1996 et du 15 janvier 1998 (grilles d'évaluation fournies en annexe lorsqu'il y a lieu).

Rappel : en cas de présence avérée d'amiante, il est important de se reporter au paragraphe 4 qui rappelle les principales démarches réglementaires à mettre en œuvre.

2. Conditions de réalisation du repérage

2.1. Références réglementaires et normatives

Le repérage a été réalisé conformément à l'article R 1334-26 du code de la santé publique et aux modalités de repérage définies par l'annexe 1 de l'arrêté du 22 août 2002. Les modalités d'exécution du repérage et le présent rapport sont par ailleurs conformes à la norme NF X 46-020.

2.2. Limites du repérage

Les matériaux et produits ayant fait l'objet du repérage sont les matériaux et produits directement accessibles **sans travaux destructifs** définis par le programme mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique. Conformément aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté du 22 août 2002, si l'opérateur de repérage a repéré d'autres matériaux ou produits réputés contenir de l'amiante et accessibles sans travaux destructifs, ils ont également été repérés. **Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension au sens de l'arrêté du 2 janvier 2002.**

Nous attirons donc l'attention du donneur d'ordre sur la présence potentielle d'autres matériaux et produits contenant de l'amiante inaccessibles lors du repérage mais n'ayant pas été repérés lors de notre mission du fait des conditions de réalisation décrites ci-dessus.

2.3. Date d'exécution du repérage


Le repérage a été réalisé le 25/09/2007.

2.4. Procédure de prélèvement

Chaque prélèvement a été réalisé avec un outil adapté à la nature du produit ou du matériau puis placé dans un contenant étanche doublé sur lequel ont été portées les indications nécessaires à son identification. Afin d'éviter toute contamination croisée, le matériel a été soigneusement nettoyé à l'aide de lingettes à l'alcool entre chaque prélèvement.

En fonction de la nature du matériau à analyser, les techniques d'analyses appliquées (MOLP ou MET) sont prescrites dans l'annexe de l'arrêté du 06.03.2003 relatif « aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits ».

Les prélèvements ont fait l'objet d'une analyse dans les laboratoires de l'ITGA, accrédité par le COFRAC au titre du programme 144 sous le n° 1-1029.

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers		

AMIANTE RDT rev2

2.5. Documents fournis par le donneur d'ordre

Liste des documents fournis	Observations	Voir annexe
Plans ou croquis		
Plan ATLAS	Tous niveaux	2
Autres documents relatifs à la construction		
*** pas de documents fournis par le donneur d'ordre***	*** pas d'observations ***	---
Rapports de repérage antérieurs – Recollement des données Le recollement préalable des données et rapports éventuellement existants fournis par le client fait apparaître une première liste de matériaux amiantés et non amiantés.		
CEBTP	C217.8.268/98 - 21/09/1998 - -	6

Nota : dans le cadre du recollement des données, les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à M.S GC-BTP dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.


3. Résultats détaillés du repérage

3.1. Délimitation du repérage

Niveaux	Locaux visités (voir plans ou photos en annexe 2)	Locaux non visités et justification	Volumes non accessibles	Remarques
Tous	En totalité tous les locaux (selon les éventuels plans joints en annexe).	--	--	--

3.2. Matériaux et produits repérés

Parties des composants de la construction à vérifier ou à sonder (programme mentionné à l'art. R 1334-26 et arrêté du 22 août 2002) <input checked="" type="checkbox"/> : vérifié(s) ou sondé(s) / <input type="checkbox"/> : sans objet	Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante repérés	
	Si Oui	Voir Réf.
Murs et poteaux <input checked="" type="checkbox"/>		
Flocages.....	--	-
Enduits projetés.....	--	-
Revêtements durs.....		
Entourage de poteaux.....	--	-
Cloisons, gaines et coffres verticaux <input checked="" type="checkbox"/>		
Flocages.....	--	-
Enduits projetés.....	--	-
Panneaux de cloisons.....	--	-
Plafonds, gaines et coffres horizontaux, poutres et charpentes <input checked="" type="checkbox"/>		
Flocages.....	--	-
Enduits projetés.....	--	-
Panneaux collés ou vissés.....	--	-
Faux-plafonds <input checked="" type="checkbox"/>		
Panneaux.....	--	-
Planchers <input checked="" type="checkbox"/>		
Dalles de sol.....		
Conduits de fluides (air, eau...) <input checked="" type="checkbox"/>		
Conduits.....	oui	CO
Calorifugeages.....	--	-
Enveloppes de calorifugeages.....	--	-
Clapets, volets coupe-feu <input checked="" type="checkbox"/>		
Clapets.....	--	-
Volets.....	--	-
Rebouchage.....	--	-
Portes coupe-feu <input checked="" type="checkbox"/>		
Joints.....	--	-
Vide-ordures <input checked="" type="checkbox"/>		
Conduits.....		
Trémies d'ascenseur ou de monte-charge <input type="checkbox"/>		
Flocages.....	--	-
Autres produits et matériaux réputés contenir de l'amiante <input checked="" type="checkbox"/>		
Toitures et étanchéités : Plaques en fibres-ciment.....		
Voies et réseaux divers : Conduits en fibres-ciment.....	--	-

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers		
AMIANTE RDT rev2		

Remarques complémentaires :

- **Joints :** Nous attirons votre attention sur le fait que bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du code de la santé publique, les différents assemblages, de tuyauteries, de composants de chaudière (accélérateur par exemple) ou de cheminée (insert, foyer) sont susceptibles de contenir des joints amiantés. Pour déterminer la présence ou l'absence de matériaux amiantés, il serait nécessaire de réaliser des sondages destructifs. Ces sondages sont inadaptés au diagnostic présent mais seraient par contre nécessaires en cas de travaux ou de démolition.
- **Plaques de couvertures :** Bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du Code de Santé Public, lorsque notre connaissance nous le permettait, nous les avons recensés, et ce, en regard des indications de l'arrêté du 22 août 2002.

3.2.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels, soit l'analyse, soit la connaissance de l'opérateur ont permis de conclure à la présence d'amiante :

Présence d'amiante avérée sur décision de l'opérateur			
Réf.	Matériau / produit	Localisations (voir plans ou croquis en annexe 2)	Etat de conservation ^(**) et localisation des dégradations
CO	conduit fibres ciment	galerie technique	Bon état.

(**) L'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds est évalué par une cotation de 1 à 3 conformément aux modalités d'évaluation décrites par les arrêtés du 7 février 1996 et du 15 janvier 1998 (grilles d'évaluation fournies en annexe lorsqu'il y a lieu).
Les autres matériaux et produits sont classés en « bon état de conservation » ou en « état dégradé » suivant les dispositions de l'arrêté du 22 août 2002.

4. Démarche réglementaire en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de l'intégration au dossier technique amiante du bâtiment, le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. **Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, par la réalisation d'un diagnostic complémentaire, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment, etc.) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées, etc.).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail et du décret n° 2006-761.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation.

Si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans.

Si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est < ou = 5 fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans.

Si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu);
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

4.1. En cas de présence de matériaux réputés « friables »


L'entreprise qui réalisera les travaux doit être titulaire d'une qualification Qualibat 1513 ou AFAQ « qualification confinement et retrait ».

Elle doit en outre rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc.

Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les déchets seront traités en CET de classe 1 avec bordereau de suivi.

Vous pouvez vous reporter entre autre au guide technique du CSTB (cahier n° 3223) concernant les flocages à base d'amiante, en matière d'aide à la programmation et aux choix des travaux, à destination des propriétaires et maîtres d'ouvrages.

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers		

AMIANTE RDT rev2

4.2. En cas de présence de matériaux réputés « non friables »

L'entreprise qui réalisera les travaux ou la dépose, à l'exception des travaux de retrait de matériaux non friables en milieu extérieur (art. 1^{er} de l'Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux), doivent posséder une qualification conformément à l'arrêté du 22.02.2007 « définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ».


Elle doit en outre rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc.

De même que pour le cas précédent, les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.

Les déchets seront palettisés et filmés, puis mis en décharge avec bordereau de suivi. En CET de classe 2 pour les déchets type dalle de sol par exemple et CET de classe 3 pour les déchets inertes de type amiante ciment.

Vous pouvez vous reporter à la circulaire n° 97-15 du 09.01.1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et travaux publics, des produits en amiante ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante ciment et des points de vente ainsi que de tous autres stocks.


En cas de travaux de retrait, ces derniers ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.

	<p>Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante</p>	<p>N° : 830707002 13 novembre 2007</p>
<p>Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers</p>		

AMIANTE RDT rev2

ANNEXE N° 1 - Fiche d'identification et de cotation

Sans Objet.

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers		

AMIANTE RDT rev2

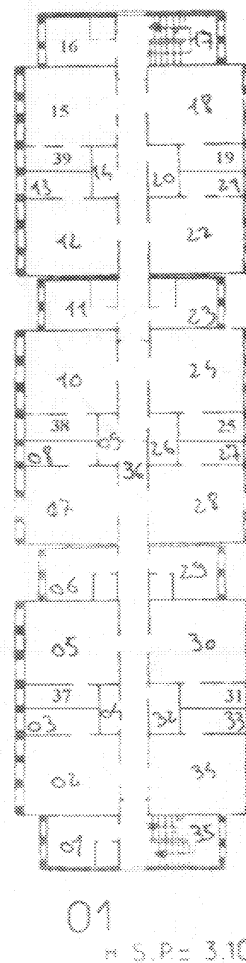
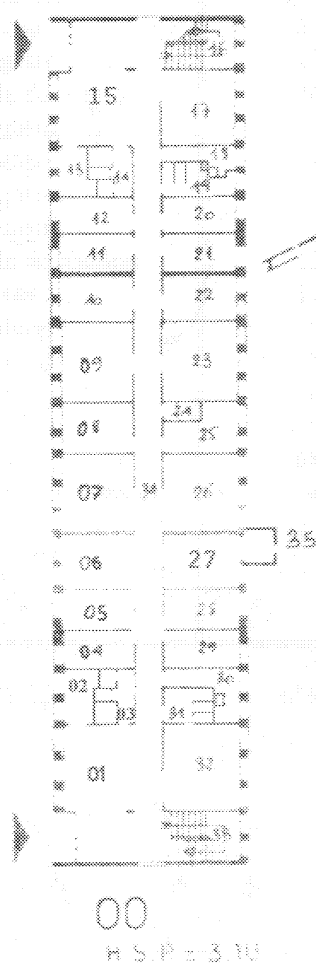
ANNEXE N° 2 – Plans / Photos

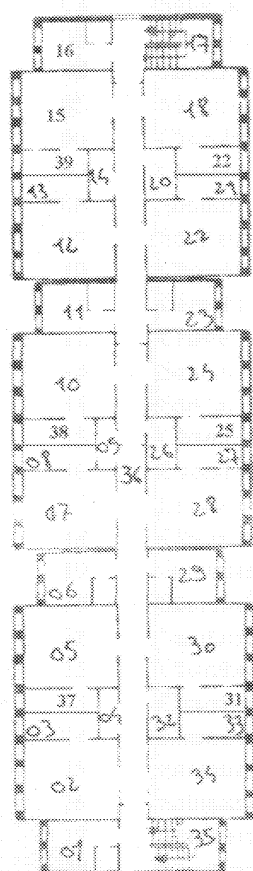
Etablissement
de Marseille

PETIT ATLAS des BATIMENTS MILITAIRES

8.3.0 | 0.5.0 | 0.1.2 |

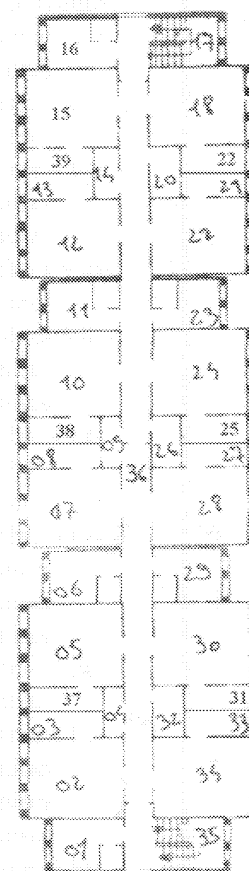
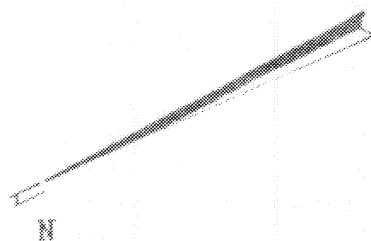
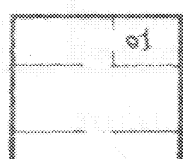
PLACE de DRAGUIGNAN
CAMP de CANJUERS
BATIMENT N° 006





02

m S.P. = 3.10




03

m S.P. = 3.10

S1


Loc.	Attribution	Surface
01	100,00 m²	10,00

	<p>Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante</p>	<p>N° : 830707002 13 novembre 2007</p>
<p>Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers</p>		

AMIANTE RDT rev2

ANNEXE N° 3 - Procès verbaux d'analyse


Sans Objet.

	<p>Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante</p>	<p>N° : 830707002 13 novembre 2007</p>
<p>Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers</p>		

AMIANTE RDT rev2

ANNEXE N° 4 - Etat de conservation des matériaux et produits

Sans Objet.

	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers		

AMIANTE RDT rev2

ANNEXE N° 5 – Consignes générales de Sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique «amiante» et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés. Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé.

- Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.
- Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux. Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets


Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

	<p>Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante</p>	<p>N° : 830707002 13 novembre 2007</p>
<p>Immeuble bâti : 830050012M-0006– Camp de Canjuers</p>		

AMIANTE RDT rev2

ANNEXE N° 6 – Autres Documents

Voir DTA.

ANNEXE N° 7 – Attestation de compétence**ATTESTATION DE COMPÉTENCE**

Certification AFAQ-ASCERT International n° DI 1812



**D'OPÉRATEUR POUR LA RÉALISATION DE REPÉRAGE ET DE DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DE CONSERVATION
DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE EN APPLICATION DU DÉCRET n° 96-97
DU 07 07/02/1996 MODIFIÉ**

Cette attestation est délivrée à **Monsieur Thierry ORNAQUE**

suite à la Formation du 14 au 15 janvier 2003 et au contrôle de capacité qu'il a subi le 15 janvier 2003 à VILLEPINTE

Le Formateur
Olivier VAUDOIZET
Le 22/01/2003

Le Directeur du Département Formation Professionnelle
Alain CASSE

IS SERVICES S.A.
90 rue des Vanesses
93420 VILLEPINTE
N° SIRET 414 738 984 0009 - APE 743 B
N° RCS B 414 738 984

IS SERVICES
ZI Paris Nord II - BP 50362 - F95942 Roissy CDG Cedex - 90 rue des Vanesses - 93420 Villepinte
Tel. : 01 49 90 36 00 - Fax : 01 49 90 36 59



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2

DIAG 2

Rapport de repérage amiante établi par **CEBTP**



**Attestation de contrôle pour la
 recherche d'amiante dans les
 matériaux de construction**

Dossier C217.8.268/98
 PV: 2867.3

Demandeur	Etablissements du Génie de Nice	Marché n° 98.F.016.470.13.21
Site concerné	Camp de CANJUEURS à MONTFERRAT 3 ^e RAMA	
Date de la visite	25.08.98	Réalisé par P. DUPONT

BATIMENT CONCERNE	
N° de référence	Désignation
006	Logement MDR

La visite concernant le bâtiment ci-dessus référencé permet de conclure en

LA PRESENCE D'AMIANTE

dans des matériaux de construction identifiés visuellement sur le site et ne nécessitant pas d'analyse de laboratoire

Et ceci relativement

⇒ au décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Il s'agit des matériaux suivant :

Types de matériaux	Localisations
Tuyau fibro-ciment	Alimentation eau en galerie technique

Cette attestation a été établie en référence au rapport général fourni dans le cadre de cette affaire (dossier CEBTP n°C217.8268/98 - PV : 2867) qui définit les conditions et le cadre de notre diagnostic.



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2

DIAG 3

Rapport de repérage amiante établi par



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2

DIAG 4

Rapport de repérage amiante établi par



DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

N° : **830707002**
13 novembre 2007

Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers

AMIANTE AMODT rev2

PARTIE 3 - FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Immeuble bâti concerné

<input checked="" type="checkbox"/> Immeuble bâti <input type="checkbox"/> Ensemble bâti	:	830050012M-O006 log. MDR
Adresse	:	Camp de CANJUERS

Modalités de consultation du dossier complet

Détenteur du Dossier	:	Etablissement du Génie
Lieu où le Dossier peut être consulté	:	Etablissement du Génie

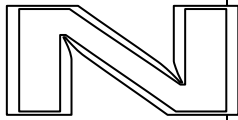

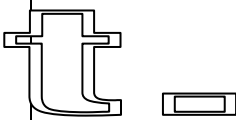
Informations sur la fiche

Date de création de la fiche	:	13/11/2007	par	M.S. GC-BTP
Date de la dernière mise à jour	:		par	
Mise à jour n°				

Repérages d'amiante réalisés

Locaux visités			Locaux non visités
Repérage des matériaux et produits figurant dans le programme de repérage mentionné à l'article R 1334-26 du code de la santé publique		Repérage et à évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds uniquement	
Tous niveaux	En totalité, selon le plan joint au rapport de repérage.	--	--

Matériaux et produits repérés

Matériau	Localisations, signalisation	Cotations et Obligations	A réaliser avant le
		<input type="checkbox"/> 1, Contrôle périodique <input type="checkbox"/> 2 et niveau d'empoussièrement < 5 f/l <input type="checkbox"/> 2 et niveau d'empoussièrement > 5 f/l <input type="checkbox"/> 3, travaux de confinement ou de retrait	

Matériau ou produit	Localisations	Etat de conservation	Mesures d'ordre général préconisées (*)	Modifications et travaux effectués depuis la date de création de la fiche
conduit fibres ciment	galerie technique	Bon état	1, 3	

(*) Codes Mesures préconisées	Libellé
1	Appliquer les consignes générales de sécurité en cas de travaux sur ou à proximité des matériaux repérés.
2	Proscrire le nettoyage des sols plastiques amiantés au moyen de brosses abrasives.
3	Contrôle visuel en interne régulier, au moins tous les 3 ans
4	Matériau à recouvrir ou à remplacer

Consignes Générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique «amiante» et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés. Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation. Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre). Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé.

- Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.
- Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets


Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alcôves spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-0006 – Camp de Canjuers		

AMIANTE AMODT rev2

PARTIE 4 - MISE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Les protocoles donnés dans cette partie du dossier permettent la mise à jour du Dossier Technique Amiante dans les cas suivants :

Evénements		Protocole	Applicable au présent dossier
1	Intervention d'une entreprise pour la réalisation de travaux de maintenance dans l'immeuble bâti	PRO1	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
2	Travaux de retrait ou de confinement d'un matériau ou produit amianté	PRO2	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
3	Contrôle de l'état de conservation d'un matériau ou produit amianté autre qu'un flocage, calorifugeage ou faux-plafond	PRO3	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
4	Contrôle de l'état de conservation d'un flocage, calorifugeage ou faux-plafond amianté	PRO4	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet
5	Mise en œuvre de mesures conservatoires en l'attente de travaux de retrait ou de confinement de flocages, de calorifugeages ou de faux-plafonds amiantés	PRO5	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non, sans objet
6	Mise à jour et diffusion de la fiche récapitulative	PRO6	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
7	Réalisation de travaux de réhabilitation, démolition totale ou partielle de l'immeuble	PRO7	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet
8	Cession de l'immeuble bâti	PRO8	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non, sans objet

PRO1**Protocole pour l'intervention d'une entreprise pour
la réalisation de travaux de maintenance dans l'immeuble bâti**

L'article R 1334-28 du code de la santé publique prévoit que « les propriétaires communiquent le dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication »

Le présent dossier est donc communiqué à toute entreprise ou toute personne amenée à réaliser des travaux dans l'immeuble.

La trace de la communication du dossier technique amiante à l'entreprise est consignée sur la fiche d'enregistrement ci-dessous. Une fois renseignée, la fiche est signée par l'entreprise qui y appose son cachet.

Elle est consignée dans le dossier en partie 5.

Fiche N°**Etablie parle.....****VISA**

L'entreprise (raison sociale, adresse) :

représentée par :

Reconnaît avoir reçu le un exemplaire du Dossier Technique Amiante relatif à l'immeuble bâti suivant :

Cachet de l'entreprise et Visa

PRO2	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après travaux de confinement ou de retrait d'amiante
<p>Les travaux effectués sont consignés sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matériaux et produits contenant de l'amiante confinés ou retirés - la nature des travaux, - la localisation précise des travaux de retrait ou de confinement, - la date de réception des travaux, - la raison sociale et l'adresse de l'entreprise ayant effectué les travaux, - le nom du représentant de l'entreprise ayant effectué les travaux, - le destinataire des déchets contenant de l'amiante, - le résultat de l'examen des surfaces traitées avant restitution des locaux aux occupants (obligatoire après travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages, faux-plafonds), - Le (ou les) résultat(s) du contrôle d'empoussièrement avant restitution des locaux aux occupants (obligatoire après travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages, faux-plafonds). - La liste des documents associés à la fiche (Dossiers des ouvrages exécutés, bordereaux de suivi de déchets, mesures d'empoussièrement, rapport d'examen visuel des surfaces traitées...). <p>La fiche est ensuite consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou les originaux des documents listés.</p> <p>La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PR06.</p>	

Fiche N°	Etablie parle.....	VISA
----------------------	---------------------------------	-------------

Matériau ou produit concerné	Nature des travaux	Localisation des travaux	Date de réception
.....

Entreprise ayant effectué les travaux	Installation destinataire des déchets amiantés
Raison sociale : Adresse : Représentée par :	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> CET Classe <input type="checkbox"/> Vitrification </div> <div style="width: 45%;"> Raison sociale : Adresse : </div> </div>

Examen visuel des surfaces traitées	Contrôle(s) d'empoussièrement avant restitution
Organisme : Date de réalisation : Résultat :	Organisme : Date de réalisation : Concentration(s) mesurée(s) :

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

PRO3	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après contrôle de l'état de conservation d'un matériau amianté autre qu'un flochage, un calorifugeage ou un faux-plafond
<p><i>La réglementation n'impose pas de contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés autres que les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds. La mention de l'état de conservation de chaque matériau et produit amianté détecté dans la partie 2. « état descriptif » suffit pour que le propriétaire soit en conformité avec la réglementation à la date de constitution du présent dossier technique amiante. Ce protocole ne sera donc mis en œuvre que dans le cadre d'une démarche volontaire du propriétaire avec une périodicité qu'il aura choisie.</i></p> <p>Le résultat du contrôle de l'état de conservation de chaque matériau amianté concerné est consigné sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante, - la localisation précise du matériau où produit contrôlé, - la date du contrôle de l'état de conservation, - le nom et les coordonnées de l'organisme ayant effectué le contrôle, - le résultat du contrôle (bon état de conservation ou état dégradé), - la localisation des dégradations constatées s'il y a lieu, - les mesures d'ordre général préconisées par l'organisme ayant réalisé le contrôle en cas de constat de dégradations. - les références du rapport de contrôle dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou l'original du rapport de contrôle.</p> <p>La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PR06.</p>	

<i>Fiche N°</i>	<i>Etablie parle.....</i>	VISA
----------------------	---------------------------------	-------------

Contrôle			
Matériau	Localisation	Date	Organisme
.....

Résultats du contrôle		
Conclusion	Localisation des dégradations	Mesures d'ordre général préconisées
<input type="checkbox"/> Bon état de conservation <input type="checkbox"/> Etat dégradé

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

PRO4	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après contrôle de l'état de conservation d'un flochage, d'un calorifugeage ou d'un faux-plafond contenant de l'amiante
<p>Les articles R 1334-17 et R 1334-18 du code de la santé publique prévoit qu'en cas de présence d'un flochage, d'un calorifugeage ou d'un faux-plafond contenant de l'amiante dont l'évaluation de l'état de conservation a donné lieu à une cotation 1 ou à une cotation 2 avec un contrôle d'empoussièrement inférieur ou égal à 5 fibres par litre, un contrôle de l'état de conservation périodique soit réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Le résultat du contrôle de l'état de conservation de chaque matériau amianté concerné est consigné sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante contrôlé - la localisation précise du matériau ou produit contrôlé, - la date du contrôle de l'état de conservation, - le nom et les coordonnées de l'organisme ayant effectué le contrôle, - le résultat du contrôle (cotation 1, 2 ou 3), - s'il y a lieu le résultat du contrôle d'empoussièrement et l'organisme ayant effectué la mesure, - les conséquences du contrôle en suivant les indications données par la fiche. - les références du rapport de contrôle dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec une copie ou l'original du rapport de contrôle.</p> <p>La fiche récapitulative est mise à jour en respectant le protocole PRO6.</p>	

<i>Fiche N°</i>	<i>Etablie parle.....</i>	VISA
----------------------	---------------------------------	-------------

Contrôle			
Matériau	Localisation	Date	Organisme
<input type="checkbox"/> Flochage <input type="checkbox"/> Calorifugeage <input type="checkbox"/> Faux-plafonds

Résultat du contrôle			
<input type="checkbox"/> 1	Contrôle de l'état de conservation à renouveler avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport) ou en cas de modification du local ou de son usage		
<input type="checkbox"/> 2	Contrôle d'empoussièrement Réalisé le : Organisme : Résultat : fibres / litre	<input type="checkbox"/> C > 5 f / l <input type="checkbox"/> C ≤ 5 f / l	Travaux de retrait ou de confinement à réaliser avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport) Contrôle de l'état de conservation à renouveler avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport) ou en cas de modification du local ou de son usage
<input type="checkbox"/> 3	Travaux de retrait ou de confinement à réaliser avant le (36 mois à partir de la date de remise du rapport)		

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

PRO5	Protocole de mise à jour du dossier technique amiante après mise en œuvre de mesures conservatoires en l'attente de travaux de retrait ou de confinement de flocages, calorifugeages ou faux-plafonds amiantés
<p><i>L'article R 1334-18 du code de la santé publique prévoit, lorsque des travaux de retrait ou de confinement d'un flocage, d'un calorifugeage ou un faux-plafond contenant de l'amiante est nécessaire (cotation 3 ou cotation 2 avec un contrôle d'empoussièrement supérieur à 5 fibres par litre), qu'en l'attente de la réalisation effective de ces travaux, des mesures conservatoires appropriées soient mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir à un niveau le plus bas que possible et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur ou égale à 5 fibres par litre.</i></p> <p>Les mesures conservatoires sont consignées sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le matériau ou produit contenant de l'amiante devant faire l'objet de travaux de retrait ou de confinement, - la localisation précise du matériau où produit concerné, - la description des mesures conservatoires mises en oeuvre, - la date de mise en œuvre de ces mesures conservatoires, - la date de réalisation des travaux de confinement ou de retrait d'amiante (fin des mesures conservatoires). - la liste des éventuels documents associés à la fiche. <p>La fiche est consignée en partie 5 du dossier avec les originaux ou une copie des éventuels documents associés.</p> <p>La fiche récapitulative (Cf. partie 3) est mise à jour en respectant le protocole PR06.</p>	

<i>Fiche N°</i>	<i>Etablie parle.....</i>	VISA
----------------------	---------------------------------	-------------

Matériau	Localisation	Date prévue pour la réalisation des travaux de retrait ou de confinement
<input type="checkbox"/> Flocage <input type="checkbox"/> Calorifugeage <input type="checkbox"/> Faux-plafonds

Nature des mesures conservatoires	Date de mise en oeuvre
.....

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

PRO6	Protocole de mise à jour et de diffusion de la fiche récapitulative
<p><i>D'après l'article R 1334-28 du code de la santé publique, les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique amiante aux occupants de l'immeuble bâti ou à leur représentant, ainsi qu'aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de sa mise à jour.</i></p> <p>Pour chaque mise à jour du dossier technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire une copie de la fiche récapitulative présente dans le dossier en partie 3, - indiquer la date de mise à jour et le numéro de mise à jour, - indiquer l'objet des mises à jour dans la colonne « Modifications et travaux effectués depuis la date de création de la fiche », - enregistrer le n° de fiche récapitulative dans la liste des documents associés, - envoyer la nouvelle fiche récapitulative aux destinataires prévus par la liste de diffusion donnée ci-dessous. <p>La fiche d'enregistrement est consignée en partie 5 du dossier avec la fiche récapitulative mise à jour.</p>	

Fiche N°	Etablie parle.....	VISA
---------------	--------------------------	------

Objet de la mise à jour de la fiche	Date de mise à jour
.....

Organisation, Société...	Adresse	Nom et qualité du destinataire	Date de transmission
Occupants ou représentant des occupants de l'immeuble bâti			
		
		
Chefs d'établissement des locaux de travail			
		
		

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers		

AMIANTE AMODT rev2

PRO7	Protocole en vue de réalisation de travaux de réhabilitation, démolition totale ou partielle de l'immeuble
<p>Le Dossier Technique amiante est établi sur la base d'un repérage des matériaux et produits accessibles sans travaux destructifs. Aussi, il ne peut être utilisé tel quel pour la réalisation de travaux de réhabilitation ou de démolition qui vont inévitablement toucher des volumes ou des composants de la construction qui n'étaient pas accessibles lors des repérages mentionnés en partie 2. Avant tous travaux, le propriétaire devra donc nécessairement mandater un contrôleur technique ou un technicien de la construction assuré et formé afin qu'il complète les conclusions du dossier technique amiante par un repérage exhaustif des matériaux et produits contenant de l'amiante, y compris au prix de sondages destructifs, sur l'ensemble du bâtiment en cas de démolition ou sur la partie de bâtiment touchée par des travaux en cas de réhabilitation.</p> <p>Le repérage devra être réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 janvier 2002 (démolition) et à la norme NF X 46-020 (travaux, démolition). Le rapport de repérage devra être transmis à toute personne physique ou morale amenée à organiser les travaux.</p> <p>Les investigations complémentaires sont consignées sur la fiche d'enregistrement ci-dessous où sont indiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux projetés, - l'organisme mandaté et la date du rapport, - les réserves ou locaux non visités par l'organisme (attention, ces réserves doivent être levées avant réalisation des travaux), - la liste des matériaux ou produits repérés par l'organisme qui n'apparaissent pas dans le dossier technique amiante, - les références du rapport de repérage dans la liste des documents associés à la fiche. <p>La fiche d'enregistrement est consignée en partie 5 du dossier avec l'original ou une copie du rapport de repérage.</p>	

Fiche N°	Etablie parle.....	VISA
----------------------	---------------------------------	-------------

Nature des travaux	Localisation des travaux
.....

Organisme mandaté	Date du rapport	Locaux non visités ou réserves mentionnées dans le rapport
.....


Matériaux et produits repérés qui n'apparaissent pas dans le dossier technique amiante	Localisations

Liste des documents associés à cette fiche	
1.....	6.....
2.....	7.....
3.....	8.....
4.....	9.....
5.....	10.....

PRO8**Cession de l'immeuble bâti**

L'article L1334-7 prévoit qu'un état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante soit annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente de certains immeubles bâtis. Par ailleurs l'article R 1334- 24 précise que lorsque le dossier technique « Amiante » existe, la fiche récapitulative contenue dans ce dossier constitue l'état mentionné à l'article L. 1334-7.


En cas de vente de l'immeuble, il est donc inutile de réaliser un nouveau repérage d'amiante, c'est la fiche récapitulative à jour qui doit être annexé à l'acte authentique de vente.

	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	N° : 830707002 13 novembre 2007
Immeuble bâti : 830050012M-O006 – Camp de Canjuers		

AMIANTE AMODT rev2

PARTIE 6 - INFORMATIONS UTILES

6.1 Adresses Utiles

Sté / Organisme	Adresse	Téléphone	Fax	Nom
	55, chemin des Genêts B.P. 70319 83703 SAINT RAPHAËL	04 94 95 58 68	09.70.62.78.71	Thierry ORNAQUE Antoine ORNAQUE
Inspection du travail	Selon secteur			
CRAM	Selon secteur			
Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports	La Grande Arche 92055 La Défense Cedex	01 40 81 21 22		
OPPBTP Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment des Travaux Publics	221 Bd Davout 75020 PARIS	01 40 31 64 00	01 40 30 57 97	
Médecine du Travail	Selon secteur			
QUALIBAT	55, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16	01 47 04 26 01	01 47 04 52 83	
ASCERT	BP 83 116 avenue Aristide-Briand 92225 Bagneux Cedex	01 46 15 70 60	01 46 15 70 69	

6.2 Principaux textes réglementaires

- ☐ Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux.
- ☐ Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- ☐ Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- ☐ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2) .
- ☐ Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article R1334-26 du Code de la Santé Publique.
- ☐ Code de la Santé Publique Chapitre IV – Section 2 – articles R1334-14 à R 1334-29 et annexe 13-9.
- ☐ Code de la Santé Publique Chapitre VI – Section 2 – articles R133-2 à R 1336-5.

Nota : Le décret n°96-97 du 7 février 1996, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-839 du 3 mai 2002 à été abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code de la Santé Publique.

- ☐ Code du Travail Livre II – titre 3 – articles R231-55-4 à R238-37.

Nota : Le décret n°96-98 du 7 février 1996, modifié par les décrets n° 96-1132 du 24 décembre 1996 et n° 97-1219 du 26 décembre 1997 et n° 2001-840 du 13 septembre 2001 (intégré aujourd'hui au Code de la Santé Publique) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante a été abrogé par le décret n°2006-761 du 30 juin 2006. Toutes les dispositions du décret 96-98 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code du Travail.

- ☐ Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article R1334-27 du Code de la Santé Publique.
- ☐ Arrêté du 14 mai 1999 portant sur les organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ☐ Arrêté du 23 octobre 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante et mesures d'empoussièrement à bord des navires.
- ☐ Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n°98-589 du 25 septembre 1998, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ☐ Arrêté du 15 janvier 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- ☐ Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 modifiant le décret 88-446 du 28 avril 1988, relatif à l'interdiction de la vente de produits contenant de l'amiante.
- ☐ Circulaire HC / TE11 n°96-71 du 18 septembre 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition liés à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ☐ Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- ☐ Circulaire du 26 avril 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (référence DGS / VS3 / DRT / CT4 / DHC / DPPR / BGTD).
- ☐ Décret n°97-1219 modifiant le décret n°96-98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à, l'inhalation de poussières d'amiante.
- ☐ Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.

6.3 Principaux textes réglementaires - gestion des déchets amiantés

- ☐ Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.
- ☐ Circulaire 97-15 du 9 janvier 1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment et des produits d'amiante-ciment retirés de la vente.
- ☐ Circulaires 97-0320 et 97-0321 du 12 mars 1997, relatives à l'élimination des déchets contenant de l'amiante : modification et rappel des annexes des circulaires du 19/07/96 et du 9/01/97.
- ☐ Arrêté du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers ou assimilés.

6.4 Principaux textes réglementaires - méthodes de prélèvement et d'analyse

- ☐ Norme NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ☐ Liste des matériaux visés par le Code de la Santé Publique et listés dans son annexe 13-9.
- ☐ Norme X 43-269 de décembre 1991, relative à la qualité de l'air des lieux de travail.
- ☐ Norme NFX 43-050 de janvier 96, relative à la concentration en fibre d'amiante par microscope électronique à transmission.
- ☐ Arrêté du 4 mai 2007 relatif à la mesure de la concentration en fibres d'amiante sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des laboratoires.